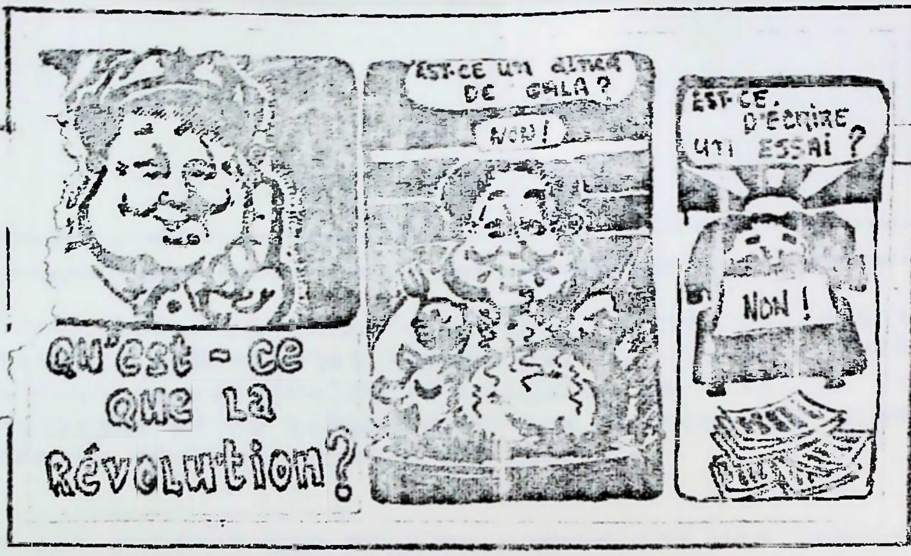
mobilisation

no 1



[redacted]

.25



INTRODUCTION...

Nous n'avons pas l'intention de faire une longue introduction sur le pourquoi de cette revue politique. Le contenu, nous l'espérons, parle par lui-même.

Tout d'abord disons qu'il s'agit essentiellement d'une REVUE DE MILITANTS FAITE POUR DES MILITANTS. Non pas une revue théorique (bien que cette dernière serait quand même indispensable) mais des réflexions, des bilans d'expériences politiques que des militants ou militantes ont vécu au sein de leur milieu de lutte respectif (comités d'action, quartier, usine, école, etc...).

Nous considérons que c'est à partir de notre pratique politique, elle même alimentée de connaissances théoriques et d'information sur ce qui se passe ailleurs, que nous forgerons l'alternative au système d'exploitation actuel. Pratique au niveau de l'organisation, de la formation politique, de la propagande, de la réflexion critique, etc... Pratique intégrée à un groupe agissant au sein même des lieux où l'exploitation et l'oppression se vivent. Non pas une pratique individualiste, de voyeur ou d'intellectuel limité à ses livres.

Les articles que nous vous proposons proviennent donc et proviendront toujours de militants ou militantes luttant au sein de groupes organisés et intégrés à des milieux (classe ouvrière, étudiants, femmes...) dominés et exploités. Ces articles veulent répondre à des besoins immédiatement ressentis par plusieurs: organisation, modes de formation politique, liaison entre les groupes de militants. Ils se veulent aussi IMMÉDIATEMENT UTILISABLES pour renforcir la pratique politique de chacun.

Donc militer au sein de groupes organisés, s'intégrer aux luttes et expériences vécues par la classe ouvrière et par les couches marginales (étudiants, femmes), en faire le bilan critique et le communiquer aux autres pour accélérer le processus révolutionnaire au Québec.

Il est évident que nous ne sommes pas des "théoriciens professionnels", que nos analyses sont souvent fragmentaires et partielles. Mais elles sont le FRUIT D'UNE PRATIQUE MILITANTE A LA BASE, élément déterminant pour créer dans la lutte une alternative, i.e. un ensemble de possibles révolutionnaires.

Nous faisons appel à votre expérience, à votre critique. Tant pour évaluer les articles de la revue que pour être vous-mêmes un participant à cette revue. Sans cela nous continuons à tourner en rond, à répéter les mêmes erreurs, à s'isoler mutuellement.

Cette revue sera un instrument fait par des militants et utilisés par eux. Sinon elle disparaîtra rapidement. Car à quoi servirait-elle si elle n'était pas discutée à l'intérieur de votre groupe? Un papier parmi d'autres...? Nous ne sommes pas intéressés à travailler pour des lecteurs passifs, des consommateurs de friandises politiques.

Lire la revue, la critiquer, la débattre collectivement, l'utiliser dans sa pratique quotidienne, et Y MILITER EN FAISANT PARVENIR VOS CRITIQUES ET VOS PROPRES ARTICLES, à

MOBILISATION [redacted].



CHOMAGE CHRONIQUE

"Les chômeurs sont des travailleurs.
Ils sont à salaire. On les paie pour ne rien faire jusqu'à ce qu'on ait besoin d'eux. Ce sont des travailleurs de réserve. Ils font partie de la banque de travail du système capitaliste.
Ils n'ont aucun pouvoir de décision.
Ce qui les distingue du travailleur ordinaire c'est qu'ils ne font aucun travail productif.
Ce sont des travailleurs qui n'en sont pas.Et on leur demande de vivre avec cette contradiction."

PETIT MANUEL D'HISTOIRE DU QUEBEC

Le Bureau fédéral de la statistique (BFS) annonçait pour février 1971, 244.000 chômeurs au Québec, soit 10.4%, le plus haut taux depuis 10 ans. On est loin du 3% considéré comme normal par les économistes qui défendent notre régime économique. Naturellement,tous ceux qui sont au pouvoir (politique et économique) sursautent et essaient de se donner bonne conscience. On s'aperçoit qu'il y a chômage comme on s'aperçoit qu'il ya pollution. Chacun y va donc de ses solutions cataplasmes.

Par ailleurs, le chômage devient vite l'argument-clé des mouvements spontanés d'opposition populaire au régime actuel. Déjà en 69, L'OPERATION ALARME,organisé par le comité des jeunes de Mercier, donnait un premier avertissement aux gouvernements en place; ses revendications: droit au travail, salaire minimum garanti pour les travailleurs (chômeurs ou non).

Cet hiver (1970-71), on a vu naître au Québec (Montréal,,Saint Hyacinthe,Québec, Jonquière) des "Maison du chômeur"qui se veulent à la fois des Comité de citoyens et des coopératives destinées à donner du travail aux chômeurs et à leur venir en aide de toutes les autres façons. D'autres mouvements ont voulu informer les travailleurs sur les causes du chômage, ce qui a donné en somme d'assez piètres résultats, les chômeurs étant difficiles à mobiliser. Une manifestation des chômeurs est prévue pour le premier mai à Montréal. Jusqu'à maintenant, rien ne laisse présager une grande participation. Même le FRAP qui lors de son dernier congrès se donnait comme priorité la pénétration des travailleurs de l'in dustrie et des divers milieux de travail, émettait la possibilité devant le problème de l'heure qu'est le chômage de constituer des comités de travailleurs-chômeurs.

En somme personne n'est vraiment préparé devant le problème du chômage puisque ce phénomène est nouveau pour les nouvelles couches politisées de la masse populaire. Il s'agit donc pour nous d'arriver à comprendre le chômage dans son contexte économique et politique, et à le maîtriser dans l'action, c'est-à-dire en faire un facteur de mobilisation des travailleurs vers un véritable changement révolutionnaire.

Il faut donc que cet article alimentela discussion et la formation des militants des divers comités d'action populaire et développent leurs arguments de

lutte auprès des travailleurs qu'il rejoignent. Cet article marque un début d'analyse des causes réelles du chômage à partir d'une critique des politiques de nos gouvernements et des gens en place, et des arguments théoriques qui les sous-tendent, en nous inspirant de l'analyse marxiste.

Dans un deuxième temps, il faudra compléter cet article (et c'est ce vers quoi la discussion doit nous mener) pour déterminer les tâches d'organisation par rapport au chômage généralisé au Québec. Il faudra déterminer la potentialité révolutionnaire des chômeurs, un programme, une stratégie, des tactiques à court et à long terme face au problème du chômage. Qu'on le veuille ou non, il faut en tenir compte, d'autant plus que ce phénomène n'a rien d'accidentel.

LA QUESTION DU CHOMAGE: BUT ET PLAN DE L'ARTICLE

1-Le chômage généralisé au Québec

.Le chômage d'après le B.F.S.
.Méthode pour le trouver
.Cycle économique et chômage
.La situation au Québec
.Les secteurs-clés

2-Ceux qui possèdent ou qui décident: leurs solutions. Les causes réelles du chômage.

.Les mesures prises à Québec
.Les explications classiques
.Inflation et chômage
.L'intervention de l'Etat
.Les causes réelles
."L'armée de réserve" des chômeurs
.L'impérialisme

LA NECESSITE DU CHANGEMENT REVOLUTIONNAIRE

I LE CHOMAGE GENERALISE AU QUEBEC

LE CHOMAGE D'APRES LE B.F.S.

Le Bureau fédéral de la statistique (B.F.S.) appelle chômeurs ceux "qui n'ont fait aucun travail et en cherchaient durant la semaine de référence; ou qui auraient chercher du travail, n'eussent-ils été temporairement malades ou en congédiement indéterminé ou prolongé, ou persuadés qu'il n'y avait pas de travail approprié dans la localité... qui ont été en congédiement temporaire durant la semaine entière..." A première vue, cette définition du chômeur est correcte puisqu'elle inclue les jeunes chômeurs, ceux qui n'ont jamais travaillé. Mais là où se trouve la farce, c'est dans la façon de trouver le nombre de chômeurs.

METHODE POUR LE TROUVER

Le B.F.S. procède de la même façon depuis 1946. Chaque deuxième semaine du mois, un questionnaire est envoyé par la poste à 35,000 familles du Canada, réparties selon des échantillons correspondant à cinq grandes régions: l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie Britannique. Il faudrait vérifier jusqu'à quel point ces échantillons sont propres aux régions. Mais chose certaine, le fait qu'ils n'ont pas été modifiés depuis 1946 prouve certainement leur inexactitude. Les statistiques sur le chômage constitue donc un minimum. De plus le fait d'utiliser la famille comme unité de base n'a rien de convainquant.

CYCLE ECONOMIQUE ET CHOMAGE

Il serait nécessaire d'étudier l'évolution du chômage au Québec depuis la formation d'une classe ouvrière dans les villes. Nous nous sommes bornés à regarder les chiffres depuis la guerre de 39. Naturellement pendant cette période, le chômage était à son plus bas niveau. Si l'on pense qu'en 1930 lors de la crise (dépression) le Canada connut 26% de sans-travail (et le Québec alors?...), on comprend le pourquoi de cette guerre. Le retour des hommes après la guerre donna lieu à une relance économique. Mais de 1946 à 1950, le chômage au Québec passa de 2.5% à 4.7% (Canada; 1950: 3.6% de chômage). Déjà le Québec volait la vedette dans les statistique sur le chômage. Il redescendait pour revenir à 6.2% en 1955. Un autre maximum fut atteint en 1961: 9.3%. Et en 1971, on semble vouloir atteindre à nouveau un pourcentage semblable. On s'aperçoit donc que le chômage suit un certain cycle éconmique: relance, inflation , recession... En somme depuis la crise de 1929, une série de petites crises se sont produites et nos gouvernements ne les ont pas empêchées. Des mesures ont été prises pour éviter le pire, c'est-à -dire la faillite éconòmique, mais les travailleurs restent soumis aux fluctuations de l'économie capitaliste.

LA SITUATION AU QUEBEC

En février71, le B.F.S. annonçait 10.4% au Québec, soit 244,000 chômeurs sur une main-d'oeuvre de 2,300,000 hommes et femmes. L'Ontario battait ses propres records avec 6.5%. En novembre 1970, 43% des chômeurs du Canada étaient Québécois. Durant l'hiver 69-70, Montréal faisait 25% des chômeurs du Canada. La situation du Chômage au Québec est donc la pire qui prévaut dans tout le Canada, sAuf dans les provinces atlantiques.

Le chômage atteint surtout les jeunes travailleurs. Onconnaît la montée des naissancesde l'après-guerre. On en a senti les effets dans le système scolaire, on les retrouve maintenant sur le marché du travail. L'augmentation de la main d'oeuvre (2.9% en 1970 au Canada) n'est toutefois pas la cause du chômage. Car si les emplois ont augmenté de 1.8% seulement, il faut blâmer l'impuissance de nos gouvernements à planifier. Mais cela est dû à notre économie de "libre entreprise". Comme nous le verrons, dans ce régime, il est nécessaire de maintenir une armée de réserve de chômeurs.

LES SECTEURS-CLES

Les fermeture et les renvois dans plusieurs de s secteurs-clés de l'économie québécoise contribue à maintenir cette armée de réserve. Qu'on pense à l'industrie de la forestrie où l'on a vu plusieurs moulins fermer leur porte ou réduire radicalement leur personnel dans les régions sous-sousdéveloppées du Québec (Lac ST-Jean, Gaspésie, La Tuque,..) Qu'on pense au secteur minier où la situation se répète. Qu'on pense à Canadair, à Canadian Vickers (Davie Ship building) qui ont procédé à des mises à pieds importantes. A Montréal, par exemple, seulement en juillet 70, dans lesecteur secondaire, celui de la fabrication, on comptait 4,900 mis-à-pieds. Le chômage existe donc au niveau des secteurs-clés de la production (transformation des matières premières) Ces secteurs sont déjà sous-développés au Québec. L'économie du Québec, on le sait, est dans un état de dépendance totale. Et le chômage n'est qu'un autre indice de cette situation.

Il ne s'agit donc pas d'un chômage saisonnier ou même d'un chômage technologique dû à L'achat de nouvelles machines ou au déplacement géographique de l'industrie. Les économistes considèrent comme normal 3% de chômage. Pourtant ce chiffre à toujours été largement dépassé depuis

II CEUX QUI POSSEDENT OU QUI DECIDENT: LEURS SOLUTIONS AU CHOMAGE. LES CAUSES REELLES

Il s'agit donc maintenant d'examiner les diverses solutions au chômage proposées par les gens en place: gouvernemants du Québec et d'Ottawa, les hommes d'affaires. Naturellement les politiques entreprise ou proposées sont basées sur une analyse, sur des théories qui ont cours depuis l'avénement du capitalisme: les classiques, Keynes. C'est à travers ces politiques et ces théories que nous trouvons les contradictions du système capitalisme et son inefficacité à répondre aux besoins des travailleurs.

LES MESURES PRISES A QUEBEC

Les pouvoirs du gouvernement du Québec (là-dessus nous sommes d'accord avec le P.Q.) ne lui permettent pas de jouer un rôle vraiment influent sur le chômage. Seules ses dépenses (autoroutes, pla de Desjardins, subventions aux entreprises privées...) peuvent entrer en ligne de compte; nous en verrons l'effet un peu plus loin en parlant de celles du gouvernement d'Ottawa. Par ailleurs, une des principales mesures entreprises par Québec (conjointement avec Ottawa) fut d'instaurer le recyclage des chômeurs. On tient donc à leur apprendre un nouveau métier. (A noter qu'on ne les considère plus comme chômeurs mais comme étudiants). Mais on s'entend pour dire que ces cours sont inefficaces à procurer du travail dans les divers métiers étudiés à cause de l'absence de planification. Le recyplage tient à une théorie vieille de 150 ans: les économistes classiques (Smith, Ricardo) croyaient en effet que le chômage n'était que passager. En pratique on s'aperçoit que le chômage est permanent au Québec comme au Canada. En somme le recyclage ne pourrait que remédier au chômage technologique (ou frictionnel, dû aux changements dans les techniques de production.

LES EXPLICATIONS CLASSIQUES

Longtemps les capitalistes ont prétendu que ce qui amenait l'accroissement de leur richesse, améliorait le sort de l'ensemble de la société. Le développpement de l'industrie et du capital en général devait entraîner l'augmentation des emplois. Le chômage était vu comme un accident, indépendant de la base-même de l'accroissement du capital. Les causes en étaient la surproduction dans certains secteurs, l'avancement de la technologie: la machine remplace remplace l'homme, la baisse des prix alors que les salaires se maintiennent. Pour y remédier la solution était simple, il suffisait de baisser les salaires, soit de déplacer les travailleurs (entre secteurs industriels ou entre pays). Dans les cas de surproduction, la baisse des salaires orientait les travailleurs vers d'autres secteurs et l'équilibre était rétabli.

Dans le cas de changementstechnologiques , les travailleurs pouvaient être orientés vers la fabrication de nouveaux moyens de production. Dans le cas de baisse des prix, en baissant les le salaires, le capitaliste reprenait sa part de profit. Il s'agissait

de maintenir les meilleurs condi tions possibles pour l'investis sement du capital, la cause du chômage selon cette théorie était l'augmentation des salaires, En core aujourd'hui la baisse des salaires est vue comme un instru ment de rétablissement. L'objec tif est de permettre au capitalis te d'obtenir le profit maximum. Par exemple, l'inflation affecte d'avantage et même essentiellement les profits et les investissements des propriétaires des entreprises et pourtant c'est par le gel des salaires que l'on comptait rétablir l'équilibre.

Quoiqu'il en soit,cette vision optimiste du développement du capi tal fut battue en brèche par la crise des années trente. En fait, les solut ions se sont avérées in- capables de relancer l'économie et de resorber le chômage. D'autre part il n'est pas possible de transférer les travailleurs d'un secteur à un autre de façon systématique. L'échec du recyclage le prouve. De même la baisse des salaires a eu deux con séquences: elle a entrainé une di minution du pouvoir d'achat des tra vailleurs et par conséquent de la demande globale et l'obligation pour "arriver" à un minimum vital, de faire travailler les femmes et les enfants, provoquant ainsi un accroissement de la main d'oeuvre et une augmentation du nOmbre de chômeurs.

INFLATION ET CHOMAGE

Depuis 1930, on insiste beaucoup sur le rôle de l'Etat pour assurer une certaine coordination de l'éco nomie afin d'empêcher des crise in surmontables. Au Canada, c'est donc principalement au gouvernement d'Ottawa que revient ce rôle. C'est cet Etat au tonome que désire le P.Q. en disnat que l'union avec le Canada anglais le désa vantage pour ce qui a trait par exemple aux ressources fiscales et aux politi ques douanières. Voyons un peu les me sures entreprises par le gouvernement d'ottawa pour résoudre le chômage.

En 1969, on vit au Canada, le plus haut taux d'inflation depuis 1965, soit 4.5% d'augmentation des prix à la consom mation. Le gouvernement en fit le problè me de l'heure. Il intervint en fixant à 6% l'augmentation annuelle des salai res. Ce n'était certes pas le pouvoir d'achat des travailleurs qu'on voulut préserver de cette façon, mais bien ce lui des capitalistes. La lutte contre l'inflation signifie la préservation des profits. Le gouvernement coupe alors ses dépenses, ce qui diminue la deman de globale de biens et services, d'où l'accentuation du chômage. Inflation et chômage représente certes un des pires dilemmes de l'Etat capitaliste. Le gouvernement doit alors faire un choix. Et comme ce n'est par la classe des travailleurs qui dirige cet Etat, on connait son choix.

Toutefois le gouvernement doit quand même conserver son allure de protecteur du citoyen. C'est pourquoi il doit don ner l'impression de s'occuper du chôma ge, surtout lorsqu'on l'accuse de l'a voir accentuer. Il annonce donc des me sures pour combattre le chômage tout en disant bien qu'il ne tient pas à la situation inflationniste... Voici donc ces mesures: le dernier budget prévoit un déficit de$300 millions;em prunt de 2 milliards pour les deux pro chaines années; il ajoute $40 millions aux $100 millions déjà alloués à la Société centrale d'hypothèques et de logements afin de céer 15,000 unités nouvelles de logementsà loyers modiques; $73 millions au Ministère de la Main d'oeuvre afin de créer des emplois pour les étudiants..., 54 millions de plus à la caisse de l'assurance chômage; il nomme de plus en plus de zones désignées ce qui couvre maintenant presque la totalité du terrritoire; il prévoit des "fonds de stimulants écénomiques; $10 millions de plus aux programmes de re cyclage; dans un geste très humain il enlève les allocations familiales de ceux qui gagnent plus de $10,000 par année,etc. etc.

L'INTERVENTION DE L'ETAT

Ala suite de l'échec des solutions cla ssiques, on a envisagé le problème du chômage auteement. Il ne serait plus

du capital. Il proviendrait d'une insuffisance de la demande. Alors au lieu de baisser les salaires, il faudrait augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et ainsi relancer l'économie et résorber le chômage. L'Etat est la plaque tournante de cette opération. Il peut par se dépenses contribuer à augmenter la demande. Il doit d'une part rendre possible les investissements; il le peut en jouant sur le taux d'intérèt de la banque centrale; plus l'intérèt est bas, plus les entrepreneurs empruntent pour investir. D'autre part par des travaux publics, il crée des emplois, verse des salaires qui seront ensuite dépensés dans l'achat de produits, ce qui a pour effet de relancer l'économie en augmentant la demande globale. Les prestations d'assurance chômage vont dans le même sens; on verse des fonds qui sont ensuite récupérés par les entrepreneurs.

Il s'agit de faire en sorte que les propriétaire des moyens de production d'une baisse de la demande survenue à la suite d'une période de chômage. L'Etat maintient la demande par tous les moyens possibles sans pour autant entrer dans la sphère réservée à l'entreprise privée. L'Etat est au service de l'entreprise privée. Les projets qu'il lance, ne correspondent pas forcément aux véritablesbesoins de la population dont les travailleurs représente l'importante majorité. L'Etat se sert de ses fonds pour créer de l'emploi sans que cet emploi ait une qelconque utilité sociale, sans qu'il s'insert dans un projet de développement à long terme.

LES CAUSES REELLES

Tout comme les solutions classiques l'intervention de l'Etat libéral ne parvient jamais à régler vraiment le problème du chômage. Malgré les objectifs de plein emploi de nos gouvernments rien n'est encore fait en ce sens. D'une part il est évident que le fonctionnement normal du capitalisme ne mène pas au plein emploi et d'autre part il est évident que l'Etat québécois n'est pas en mesure de l'assurer. Nous allons maintenant tenter de voir pourquoi il en est ainsi. La réponse est dans le fonctionnement du capitalisme et dans l'impérialisme.

LE CAPITALISME ET L'"ARMEE DE RESERVE" INDUSTRIELLE

IL faut rappeler l'objectif ultime du capitalisme: L'accumulation du capital. Toutes les opérations du capitalisme sont faites dans ce but. Il achète des moyens de production dans le but d'accroitre son capital. IL achète pour $100. telle ou telle marchandise et il doit en tirer $110. De la même manière, il s'approprie des matières premières, de l'équipement de la force deu travail pour en tirer un produit qu'il revendra avec bénifices. Les travilleurs sont pour lui une marchandise. Et le prix de cette marchandise est en fait ce qu'il lui faut pour subsister et se reproduire. Ce prix c'est ce qu'il verse en salaire. Son profit vient de l'écart entre ce qu'il verse comme salaire et ce que le travailleur produit en réalité. C'est la plus-value. L'intérèt du patron est donc de maintenir les salaires à leur plus bas niveau. Voyons maintenant comment le chômage est le moyen d'y parvenir. L'emploi est déterminer par la possiblité qu'il ya pour un capitaliste de vendre un produit à un prix qui couvre le coût des moyens de production (matières premières, équipement, main d'oeuvre) et les profits. Ainsi toute augmentaiton de salaire réduit la marge de profit. Advenant le plein emploi, la main d'oeuvre devient rare et le patron devra verser un salaire plus élevé pour l'obtenir. Ce salaire plus élevé entraine une diminution du profit et des investissements. Moins d'investissements egale moins d'emploi. Ceci tent à prouver que toute situation de plein d'emploi est exceptionnelle et qu'elle contient ses propres contradictions.

La situation normale, c'est donc le chômage. Plus il y a de main d'oeuvre disponible moins le salaire sera élevé. Les chômeurs contribuent ainsi à créer une concurrence entre les travailleurs et à maintenir les salaires à leur plus bas niveau. Ainsi malgré les tentatives d'en arriver au plein emploi, on en revient toujours à cette situation puisque le plein emploi contient ses propres contradictions. L'intermédiaire de l'Etat en augmentant la demande globale par ses

dépenses ne fait que contribuer à maintenir une armée de réserve de travailleurs au service de l'entreprise privée.

L'IMPERIALISME

Si le Québec est particulièrement touché par le chômage, c'est dû aux fondements mêmes de l'entreprise privée. Mais la situation est aggravée par la domination impérialisme dont il est victime. Sur $50 milliards investis par les Etats-Unis dans le monde, il y en a 20 au Canada et 7 au Québec(à peu près le même nombre que pour l'ensemble de l'Amérique latine).

La domination américaine de l'économie québécoise détermine le type d'entreprise qu'on y trouve.27% liées aux ressources naturelles, 43% à l'industrie légère, et seulement 30% à l'industrie lourde. Notre industrie dans l'ensemble a un faible niveau technologique; on préfère l'emploi de "cheap labor". Voici selon l'ordre d'importance les dix premières industries du Québec: 1-Aliments et boissons ; 2-Tabac;3-produits du caoutchouc;4-produits ducuir5-textiles;6-vêtements;7-produits du bois8-papier9-impression et publication 10-fer et acier.

La spécialisation de notre industrie est décidée à l'étranger selon des intérêts qui nous sont étrangers. On vient chercher au Québec des matières premières et l'on y revend des produits transformés. On prive ainsi les travailleurs québécois d'emplois auxquels ils auraient droit. On n'y établit que des entreprises liées à l'exportations des matières premières et à la consommation locale.Ces entrepreneurs économisent sur l'équipement qui est devenu archaique parce qu'ils peuvent compter sur une main d'oeuvre abondante et peu dispendieuse à cause de la pénurie d'emploi, ils préfèrent sacrifier la productivité aux bas salaires.

Les quelques secteurs technologiquement avancés, par exemple Canadair, sont axés sur l'étranger et n'ont que peu de relation avec l'étranger et n'ont que peu de relation avec les autres industries établies au Québec. Ils n'ont aucun effet d'entrainement sur elles et sont eux-mêmes touchés par le chômage actuellement. L'industrie québécoise dominée par le capital américain n'est que complémentaire de l'industrie américaine. Elles est dépendantes de toutes ses fluctuations (effets de la guerre du Vietnam, ralentissement) De plus cette domination est progressive: les profits réalisés au Québec par les intérêts américains sont réinvestis et accentuent cette domination. Sur$1,000 d'investis actuellement, seulement $150 proviennent des Etats-Unis et $850 proviennent des profits réalisés au Canada par les capitaux américains.

Cette dépendance provoque une majoration du taux de chômage, contribue à maintenir les bas salaires; empêche un développement axé sur les besoins de la société québécoise. Tant qu'elle se maintiendra, il sera impossible de lutter efficacement contre le chômage, elle condamne nos semblants de gouvernements à une impuissance quasi totale.

Normand Bianchi, Jean-Marc Montagne
des C.A.P. St-Louis et St-Edouard.

UNE EXPERIENCE DE COMITE D'USINE:

SIMMONS BED LTD

De nombreux militants veulent s'organiser pour travailler au niveau des usines. Ils sont aussi conscients que ce travail ne peut se faire à partir de "coups de tête", mais exige une réflexion sur les implications de ce travail et un minimum de connaissances pratiques.

Afin de contribuer à ces connaissances nous publions un compte-rendu d'une expérience dans une usine. Dans la colonne de droite nous avons inscrit les remarques et leçons tirés de ce travail.

POURQUOI DES COMITÉS?

- Parce que dans une société capitaliste ce sont les rapports de production qui déterminent tout. C'est-à-dire que ce sont les rapports entre le patron (propriétaire des machines, de l'usine) et les travailleurs qui n'ont que leur force de travail qui définissent la position de chacun dans la société(les différentes classes sociales). Donc dans l'usine c'est l'existence immédiate de deux groupes qui s'affrontent. C'est, dans l'usine d'abord, que les capitalistes exercent et consolident leur pouvoir en exploitant les travailleurs. C'est là qu'ils accumulent les profits: sur le dos des employés, et c'est là aussi que les travailleurs doivent lutter s'ils veulent mettre fin à cette exploitation.

Si l'on veut vraiment en arriver à l'autogestion comme beaucoup le souhaite, il faut que cette autogestion s'apprenne dans la lutte. L'autogestion c'est une chose qui devient réelle quand on la fait, quand on la pratique. L'autogestion sur papier, ça donne pas grand'chose.

CONTRE ...
quelques réflexions

- tout militantisme radical dans l'usine est rendu extrêmement difficile à cause du pourrissement des syndicats (bon ententisme et démobilisation des travailleurs).
- l'aristocratie ouvrière (ceux qui recoivent les plus haut salaires) voit sa survie dans l'expansion du système capitaliste.
- de plus en plus d'ouvriers ont un esprit corporatiste, de défense de leurs propres intérêts économiques.
- historiquement, les conseils d'usine naissent spontanément en période de crise révolutionnaire et il ne faut pas s'imaginer pouvoir mettre sur pied un contre pouvoir généralisé. Pratiquement, on peut aller de la distribution de l'information à la formation de cellules.

■ De plus, les travailleurs dans une usine forment déjà une collectivité. Ils sont un ensemble d'hommes et de femmes réunis par le patron pour mieux les exploiter. Ensemble ils peuvent commenser à lutter

■ Les travailleurs passent de 8 à 9 heures dans l'usine, lieu d'exploitation, d'ennui, d'écoeurement, d'abrutissement où la majorité des gens ne sont pas heureux. Lutter dans l'usine c'est aussi lutter pour dépasser la crainte du patron, pour en finir avec l'esprit de compétition entre les travailleurs, pour arriver à travailler "avec" d'autres, pour créer la solidarité.

LE TRAVAIL PRATIQUE

Une enquête dans le quartier (relevé des usines, des syndicats rencontres personnelles, etc.) nous permet d'entrer en contact avec deux employés de l'usine Simmons Bed Ltd. Les deux gars décident de participer au Comité ouvrier de St-Henri. Ils nous apprennent que les 450 employés de l'usine luttent pour la syndicalisation. Il y a lutte entre un syndicat de boutique et l'Union Internationale des Rembourreurs (FTQ). Une collaboration s'établit entre le C.O. et les employés. Nous tentons constamment de faire des contacts directs sans passer par le syndicat pour retourner à la base. Le syndicat est accrédité, la négociation collective suit. Nous faisons alors pression sur le syndicat pour qu'il réponde aux aspirations des employés. Exemple: nous organisons une assemblée sur le problème des arrérages (back-time). Une fois le contrat signé, les travailleurs se rendent compte que celui-ci est loin de remplir toutes les exigences formulées tant au niveau des salaires que des conditions de travail. La déception est d'autant plus grande qu'il n'y

■ Les informations receuillies ne se font pas d'une façon politique. On ne pose pas les questions importantes: pourquoi la lutte dans l'usine, les possibilités de cette lutte, etc. Il n'y a donc pas de véritable formation politique de ces travailleurs. Nous lançons alors l'action trop tôt sans en connaitre les grandes implications et nous sommes aussi forçés par les événements.

a aucun véritable changement dans l'usine. Les mêmes rapports existent. Un exemple: pour les promotions, le syndicat a laissé les mêmes privilèges arbitraires au patron. Durant cette période, nous accumulons l'information sur la situation grâce aux contacts que nous avons dans l'usine, puis nous commençons à distribuer des tracts à la porte de l'usine. Certains travailleurs passent aussi ces tracts dans l'usine même.

Les tracts: distribués régulièrement (au moins une fois par semaine), ils sont généralement très bien reçus. Ils attaquent directement les patrons et les contremaitres au sujet des cochonneries qui se passent dans les différents départements. Face au syndicat, pas d'attaques directes, mais des questions pertinentes et parfois embêtantes lui sont posées.

Un troisième type de tract était aussi distribué. Ceux-ci faisait état des profits du patron en démontrant comment le patron s'y prend : coût des matières premières, salaires, prix de vente, coût d'amortissement, etc.

Parallèlement, des réunions de cuisine (petites réunions) s'organisent pour tenter d'élaborer une stratégie, pour discuter des actions à poser, pour le recrutement.

La stratégie n'a jamais été cohérente. Nous y allions plutôt pas à pas, selon les événements tout en ayant clarifié certains aspects. Un exemple: le syndicalisme ne sera jamais révolution-

- L'action est lancée trop vite. Le comité d'action n'est pas réellement formé. Les gens ne se connaissent pas assez. Au début, le comité devrait permettre aux gens de se rencontrer à l'extérieur de l'usine (discussion, formation, etc.). On doit mettre autant l'accent sur les rapports humains que sur les rapports politiques.

- Il faut que ce soit les travailleurs qui fassent le travail afin de développer le lutte, la conscience politique. Le militant extérieur est alors un aide technique et un élément de formation de même qu'il sera le catalyseur et un agent médiateur entre différents groupes de travailleurs de différents milieux.

- Ce type de tract devrait être plus poussé en terme de connaissance de l'usine (exemple: quels sont les ateliers clef pour mener la lutte sans la grève générale) et aussi en terme de politisation: rapport concret du capital avec le travail. Le système capitaliste est alors démonté concrétement devant les travailleurs.

- Il faut définir une position claire face au syndicat. Faut-il le

naire. Ce qui nous posait quand même des problèmes pratiques quand à l'attitude à adopter face au syndicat.

Quand au recrutement, il fut très faible. Cela était principalement dû à la peur des travailleurs dans l'usine, la peur d'être mis à la porte. Nous avions alors fixé comme objectif de recruter un militant par département. Ce but ne fut jamais atteint. Nous avons réussi à regrouper 5-6 personnes au plus.

RÉACTIONS

A la suite de plusieurs distributions de tracts, la direction de la compagnie affiche un avis menaçant de mettre à pied tous ceux qui distribuent des tracts à l'intérieur de l'usine.

Le président du syndicat (un bon opportuniste) rencontre des gens du comité d'action les avertissant qu'ils étaient connus et qu'il ne ferait rien pour les défendre si le patron les jettait dehors. Réaction normale d'un syndicaliste qui sent sa position menacée par des militants de la base.

Les gars ont alors eu peur et ont tout arrêté. Le comité d'action était incapable de riposter, il n'était pas assez implanté, les gens avaient trop peur, la stratégie n'était pas assez claire. De plus, la clandestinité était impossible. La plupart des gars étaient connus depuis le début.

Ce fut donc la fin du comité.

Il ne reste de ce comité qu'un militant qui a poursuivi la lutte dans un comité de citoyens dans Pointe St-Charles. Les autres laissèrent tomber malgré nos tentatives de continuer.

prendre en main? Préparer la prochaine négociation collective? Lutter radicalement contre lui? Cela dépend beaucoup de chaque situation.

- Le recrutement est facilité par des activités à l'extérieur de l'usine où les gens apprennent à se connaitre et se politisent par des actions (exemple: mise sur pied de services pour les gars de l'usine). Ceci est réalisable au moins dans une première phase.

- Le rapport de force entre le comité et les patrons-syndicats est en défaveur du comité. Une des raisons en est le passage trop rapide à l'action et le manque de stratégie devant les forces en présence (patron, contremaitres, hiérarchie du syndicat, délégués de départements, masse des travailleurs, comité d'action et militants extérieurs).

- En terme général, nous pouvons tirer les conclusions suivantes: quand c'est un syndicat réactionnaire, le travail est clandestin (il ne peut malheureusement rester longtemps clandestin car tout

fini par se savoir dans la collectivité qu'est l'usine.)
quand le syndicat est progressiste, il faut essayer de tr vailler critiquement avec lui.

CONCLUSIONS

Nous croyons avoir jeté ici les bases d'une discussion sur le travail en usine. En guise de conclusion temporaire il nous semble pourtant utile de faire quelques remarques:

1) l'expérience racontée s'est déroulée à St-Henri sur une période de trois mois en 1968. Elle est donc particulière et en cela il est inutile de chercher à la copier et à la généraliser. Il nous faut plutôt en tirer des leçons les plus générales possibles.

2) en traçant cette expérience nous avons voulu jeter les bases d'une discussion de groupe, donc de formation. Il est pourtant important que ce soit une arme pour la lutte pratique. Il est fondamental que les leçons tirées soient revérifiées sur le terrain car, comme le dit Mao "les idées justes viennent de la pratique sociale".

3) le travail d'usine est long, difficile, quotidien mais il est le condition sine qua non d'un changement effectif de système, non seulement en terme économique mais aussi en terme de libération humaine ■

FORMATION : POUR LA FORMATION POLITIQUE...

Ce bilan vise deux objectifs particuliers:
1. Faire la description, l'analyse et la critique d'une expérience de formation politique avec des travailleurs pour bien voir les questions fondamentales que pose actuellement cette forme d'action.
2. Exposer une méthode de fonctionnement: la dialectique entre la pratique et la théorie, pour saisir comment on peut, à partir de ce qui se vit, i.e., notre travail, nos expériences, tirer des concepts et des leçons qui guideront les actions qui s'entreprendront les prochains mois.

Méthode	Une expérience de formation politique...
1) ANALYSE ET ETUDE SCIENTIFIQUE DE LA SITUATION: CONJONCTURE GLOBALE - CONTRADICTION DU SYSTEME INTERET DE CLASSE -GROUPES EN LUTTES, ETC. ↓	1. Conjoncture du moment: octobre 1970

1. Conjoncture du moment: octobre 1970

A. Sur le plan économique:

Il n'est pas besoin d'analyser en détail qui possède quoi et qui contrôle quoi--diverses analyses s'y intéressent déja--mais simplement rappeler:-que le pétrole, les mines, les forêts, le papier, et l'industrie manufacturière appartient dans une proportion de 80% aux américains et aux anglo-saxons.

- que, dans le domaine des communications, les réseaux de. T.V. de radio et de journaux appartiennent majoritairement à la Famous Players et la Power Corporation.

- qu'au niveau des institutions financières et des sociétés de crédit, le contrôle étranger est de 90% dont 50% américain.

Et au niveau de la vie économique québécoise, la situation se détériore de jour en jour:
- chomâge croissant
- inflation toujours aussi forte
- paralysie de larges secteurs de l'industrie

B. Sur le plan politique:

- Une montée de la répression qui fait suite, premiérement ci la montée des revendications dangereuses pour le système et deuxièmement par la présence d'une force nouvelle--le F.L.Q.

- Le rôle de recupération de plus en plus marqué du P.Q. qui cherche à "capitaliser" le mécontentement des travailleurs en faveur de l'indépendance profitable à la petite bourgeoisie.

- Le rapprochement rapide du P.Q. et des syndicats de remettre en question

le mode de production capitaliste de notre société.

- L'absence d'un mouvement de travailleurs opérant une mobilisation dans l'optique d'une "prise de conscience de classe."

- L'apparition définitive du F.L.Q., i.e., d'une nouvelle forme de lutte, d'analyse et de stratégie faisant ressortir, par sa dynamique propre, premièrement la nécessité de la preparation théorique et technique face à la lutte et deuxièmement celle de la lutte organisé et de caractère irréversible.

- Un pouvoir municipal opérant étroitement avec les forces policières d'une part, et les pouvoirs provinciaux et fédéraux d'autre part, pour protéger les intérêts (argent, édifices, politique, économie, etc.) d'une minorité anglophone contre la volonté démocratique de 80% de la population montréalaise.

ANALYSE THEORIQUE

2) EVALUATION ET CRITIQUE DES EFFECTIFS:

- COMPOSANTS
- CONDITIONS PHYSIQUE D'ACTION
- RESSOURCES MATERIELLES DU GROUPE
- FORMATION THEORIQUE ET EXPERIENCE DE LUTTE DU GROUPE

2. Groupe en action en ce moment (CAP St. Jacques)

Faisant parti du FRAP depuis ses débuts, le CAP St. Jacques opta lui aussi pour se servir des élections municipales d'octobre, comme tremplin politique pour dénoncer publiquement la scandaleuse administration Drapeau-Saulnier. Mais ce fut peu possible de mener à terme (sur le plan des dénonciations comme tel) et positivement, cette offensive, principalement à cause des coups-de-la-Brinks qu'exécutèent les pouvoirs en place. En discréditant le FRAP, en l'identifiant à des moyens de lutte (lutte armée) et des objectifs (révolution sanglante) qui ne sont pas les siens, le FRAP perdait la face et sa position, déja précaire, pour tomber à presque rien. Au CAP St. Jacques les principaux effets furent:

- Une baisse du militantisme (de 160, on passe à 60 au maximum) à cause de la répression et du recrutement hâtif du aux élections.

- Parmi ceux qui restent, il y a 20 militants bien conscients des faits, mais encore relativement éloigné de la population et qui n'ont aucune action positive à suggérer.

- La motivation et ébranlée à cause des capacités assez limitées de critiquer, d'analyser et de concevoir des luttes nouvelles.

Résumé de 1 et 2:

Face à cette conjoncture, trois nécessités devenaient les préocupations premières des militants:

- Trouver une action soutenue, accessible et effective.

- Former des "cadres" i.e., des permanents qui assureraient une constance de l'action et qui auraient la formation nécessaire pour évaluer les situations et trouver les stratégies qui y correspondent - à ce moment, c'était plus l'intuition de ce qui nous manquait que de ce sur quoi il fallait concentrer notre action.

- Récupérer les gens qui veulent agir (voteurs sympathisants) le plus vite possible.

Alors cette stagnation de 2½ mois - malgré qu'elle ait permis de réfléchir beaucoup et ce militantisme fragile et occasionnel, ont peu à peu laisser la place à une perception plus claire de ce qu'il fallait faire. Entre ces choses, une urgence: la formation politique.

1) ORGANISATION DE L'ACTION RELATIVEMENT AUX OBJECTIFS A ATTEINDRE ET AUX CONNAISSANCES ANALYTIQUES QUE L'ON POSSEDE.

3. Formation de qui?

Poursuivi par la préoccupation de regrouper dans une action les membres appartenant au C.A.P. la formation politique ne pouvait s'adresser qu'à tous ces membres indécis ou insatisfaits.

-BIEN CONNAITRE A QUI ON S'ADRESSE
-UTILISER DES MOYENS QUE L'ON PEUT CONTROLER ET DONT ON A UN MINIMUM D'EXPERIENCE
-PREVOIR LES REACTIONS POSSIBLES
-EVALUER CONSTAMMENT LE TRAVAIL

4. Mise sur pied du programme:

En décembre, donc, deux responsables sont nommé pour préparer des cours de formation. Après discussion, quatre thèmes font le choix des cours: 1) Histoire du Québec, 2) Consomation, 3) Analyse de l'action des comités de citoyens à Montréal, 4) Travail et syndicalisme. Deux autres vinrent s'ajouter par après: 5) Economie des monopoles, 6) Atelier technique (imprimerie, polycopie, etc.). Tout cela constituant un premier cycle qui serait suivi d'un second dont le contenu serait plus spécifiquement théorique. En cherchant des personnes compétentes pour donner les cours, on s'apperçoit vite qu'ils sont, soient des techniciens dans leur matière, des intelectuels, ou...trop occupé. Pour cette principale raison, seul les deux cours de l'Histoire du Québec et de Consommation pourront commencer au début de janvier. Aussi, on fait du recrutement parmi les membres du C.A.P.: par les moyens de téléphones, tracts et

P R A T I Q U E

réunions. La structure et le fonctionnement des cours se résumaient comme suit:

- un (1) soir par semaine de 8hrs. à 11hrs. p.m. durant 8 à 10 semaines.
- en équipes de 15 à 20 personnes avec le professeur et un assistant. Ensemble, tous établissent le soir qui leur convient ainsi que l'endroit, et la façon de procéder. On suggère que les cours se déroulent sous forme de discussion et que l'on s'aide de résumés polycopiés. L'assistant sera au service du groupe pour les questions de polycopie et de secrétariat, ainsi que pour surveiller la bonne marche des cours.
- le groupe se dirige lui-même, se nomme un secrétaire et vise à réaliser sa cohérence interne. Parce qu'il serait à souhaiter que par la suite les personnes ayant appri à discuter et à étudier ensemble continuent ensemble, dans une action précise.
- de temps en temps, les militants en étude seront inviter à participer à une conférence-discussion avec un invité ou pécialiste dans le thème-étude.

2) ACTION CONCRETE

5- Mise en pratique:

Pendant qu'on tentait de mettre sur pied l'atelier technique et les autres cours, ceux de consommation et d'histoire du Québec débutèrent avec quelques vingt personnes. Et à cause du nombre réduit d'intéressés, les deux cours furent mis en alternance pour qu'il y ait possibilité d'assister aux deux cours, à raison d'un soir par semaine. La présence au cours s'établit comme suit:

Date	Cours	assistants	rt*	rp*
14/1	Cons.	5/13	1	1
21/1	H.du Q.	9/18	1	1
28/1	Cons.	8/13	1	1
4/2	H.du Q.	7/18	1	1
11/2	Cons.	2/13	1	1
18/2	H.du Q.	4/18	1	1
25/2	H.du Q.	8/18	1	1

rt; responsable technique
rp: responsable pédagogique

Durant les cours, on revient à des exemples de la situation québecoise. C'est d'ailleurs le principal point de référence théorique qu'ont les membres, et, par extention, bon nombre de travailleurs du Québec.

6. Evaluation (fin de février 1971).

Cette évaluation se situe au moment où un plan de réorganisation du C.A.P. et de mise sur pied de comités de travailleurs-chômeurs (C.T.C.) dans le quartier et dans les milieux de travail, est en train de s'ébaucher.

Les constatations majeures sont:

1) Selon l'opinion des gens inscrits et par la présence aux cours le sujet de l'Histoire du Québec, qui fut abordé politiquement de façon plus directe, suscita plus d'intérêt que celui de la Consommation.

2) A partir des contenus spécifiques des 2 cours, les gens veulent approfondir immédiatement ce qui a trait aux lutte politiques et aux mécanismes économiques. C'est au fond ce qu'ils ne comprennent pas et ils veulent avoir une explication claire sur le sujet une fois pour toutes.

3) Ce sont des cours et non de la politisation! Il y a un académisme qui imprègne, premièrement l'esprit des cours, c'est-à-dire que l'on se forme pour <u>après</u> agir plus efficacement; et deuxièmement, le plan technique, c'est-à-dire que la division des cours en plusieurs sujets sans qu'il y ait déjà l'acquisition des concepts de base, ne permet pas de faire le lien entre le contenu des cours et le quotidien. C'est du plaqué!

4) Aucun groupe n'est stable, c'est-à-dire que d'une part il n'y a que la moitié sinon le tiers des gens qui viennent d'autre part les gens n'avisent pas s'ils vienent ou non; ainsi on se retrouve toujour avec des gens différents et le deuxième objectif des cours, celui de former un groupe cohérent qui peut poursuivre une action concrète par la suite, ne peut se réaliser. De plus cette instabilité ne développa pas la responsabilité face au groupe, élément de base pour la continuité d'une action et la discipline du militant.

5) Les cours demeurent une activité complémentaire (de façon abstraite) aux comités travailleurs-chômeurs, mais non intégrée et presque marginale. Les cours ont un lien avec l'action au niveau de la structure du C.A.P., mais cela ne se vit pas tangiblement par les militants concernés. A leur niveau, l'action concrète quotidienne et les cours théoriques ne s'intègrent pas en une seule forme de lutte, mais sont deux activités de types différents qui n'ont de commun qu'un objectif abstrait et théorique.

THEORISATION DE LA PRATIQUE

1) EVALUATION CRITIQUE DE L'ACTION.
- PAR CEUX QUI L'ONT STRUCTURES (RESPONSABLES) ET CEUX QUI L'ONT EXPERIMENTES (PARTICIPANTS)
- LES PRINCIPAUX CRITERES DE CRITIQUES SONT LES OBJECTIFS A COURT TERME SPECIFIQUES A LA PERIODE D'ACTION ECOULEE
- MESURE DES ASPECTS NEGATIFS ET POSITIFS

2) EVALUATION DE LA NOUVELLE CONJONCTURE ET DES NOUVEAUX EFFECTIFS

↓

6) Le principe sous-entendu que les 4 cours de: Consommation, Histoire du Québec, Economie de monopoles, Atelier technique, constituent un premier cycle habituant à la dicussion et à la critique, le tout suivi d'un deuxième cycle plus précis et se concentrant exclusivement sur des concepts d'analyse politique et économique, ne tient plus. Parce que l'expérience révèle que l'on ne peut développer ses possibilités critiques et d'analyse qu'à partir de l'application directe des conditions suivantes:
- partir des expériences vécues des personnes concernées
- assimiler un contenu critique par lui-même, i.e. qui amène non seulement à connaître d'autres points de vue, d'autres faits, mais à penser et à juger différemment.
- que la participation au groupe amène à devenir plus rigoureux et plus discipliné.

Alors, en résumé:

- une abscence marquée aux cours (plus de 50%) de la façon qu'ils se donnent actuellement.
- il n'y a pas un lien assez étroit entre ces programmes de cours et l'action récente entreprise, soit l'organisation des C.T.C.
- le contenu doit être plus précis, plus souple et surtout correspondre à ce que vive quotidiennement les militants.

Au niveau de la conjoncture politique on peut noter:

- une multiplication des revendications de groupes de travailleurs, de chômeurs et d'étudiants (professeur - Cegep Vx,Mtl., St-Laurent. -Pibac -Mont-Laurier -Ste-Scolastique...)
- un P.Q. où le débat idéologique prime sur les problèmes du chômage et toute la situation économique du Québec, montrant un peu plus sa consistance et ses intérêts petits bourgeois.
- une inaction scandaleuse des gouvernements Fédéraux et Provinciaux qui laissent augmenter la crise du chômage de façon effarante.
- des procès politiques qui mettent sérieuse ment en doute les institutions juridiques (rôle, intérêts, composants) québecoises.
- des groupes terroristes qui se manifestent que très occasionellement et d'une manière très limitée et quasi "domestique".
- l'action des organismes "libéraux" pour la défense des libertés civiles et le retour à la "démocratie normale".
- un congrès du FRAP, qui pose le premier pas pour la construction d'un mouvement ouvrier organisé au Québec, insistant fermement sur la nécessité que la libération du Québec se fasse par et pour les travailleurs.

7. Nouvelle exigences:
Après cette courte, mais très significative, et surtout l'évaluation qui la termine, il est pertinent de rappeler notre conception de la formation politique et d'expliquer les exigences de fond qui doivent guider tout projet ayant pour objectif de politiser les gens.

La formation politique est avant tout une méthode! Sur le plan individuel, elle vise surtout à rendre capable, de façon permanente d'une analyse réelle des faits composant notre quotidien et de savoir se situer dans l'action face à celle-ci. Et sur un plan plus collectif, cette méthode doit initier de façon irréversible, un processus de recherche et de mise sur pied d'une action politique organisée qui correspond à ce que sont les travailleurs et les chômeurs et aux conditions socio-économiques qui les déterminent.

Et la préparation, de même que l'application de cette méthode se composent de 4 exigences de base:

1- Nécessité que la formation politique soit intégrée à l'organisation politique.

Relativement aux points 3 et 5 de l'évaluation, on doit comprendre que la formation politique ce n'est pas des cours, ce n'est pas de l'intellectualisme, et ce n'est pas seulement de la discussion. C'est plus une forme de critique et d'analyse directement lié à l'action mené par un groupe, et nécessaire à la réussite de cette même action. Par action on entend d'abord la pratique quotidienne au travail, au CEGEP, ou ailleurs et les expériences diverses, telles: voyages, actions syndicales, etc. On entend aussi l'action entreprise par un comité de travailleurs, exemple: participation au journal, - appui de grève - occupation etc. On entend aussi, une recherche sur les centres de production d'un quartier. Toutes ces formes d'action directe, par le cadre d'un groupe (comité de travailleurs) doivent être premièrement synthétiser, critiquer, poser en bilan: c'est le premier contenu méthodique que la formation politique doit procurer. Ces actions, aussi, pour être mieux comprises mieux situer et pour qu'elles s'inscrivent dans une stratégie demandent l'assimilation d'un contenu théorique qui sert de cadre de référence (cf. point 3 où l'on détaille)

En fait, notre action, par l'organisation, doit être ce qui nous fait découvrir des éléments nouveaux nécessaire à notre lutte, et notre réflexion, par la formation, ce qui nous permet de percevoir clairement et articuler ces mêmes découvertes - qui sont souvent des erreurs ou des faiblesses - pour nous faire avancer d'un autre pas dans notre stratégie.

2- Nécessité d'un plan de formation politique

La lutte de libération ne s'adresse pas à des privilégiés de la classe des travailleurs. La formation politique doit savoir rejoindre chaque travailleur là où il est, i.e. son quartier, son bureau, sa manufacture, son secteur de taxi, son restaurant,

P R A T I Q U E

1) NOUVELLES EXIGENCES ET NOUVELLE ORGANISATION ~~PUBLIQUE~~... POSSIBLE

Pour cela, si notre action se veut organisée et efficace, la formation politique, doit aussi comporter un minimum de systématisation. Et un plan à la fois précis et souple devient un outil très pratique pour rejoindre n'importe quel individu ou groupe qui veut se donner une formation politique. Par plan, on ne signifie pas un programme de cours, mais plus la connaissance des étapes et les facteurs d'avancement d'une étape à l'autre, que passent normalement un groupe enraciné dans une population et engagé dans une lutte concrète. Voici les étapes élaborées actuellement:

1- Récupération-synthèse:
récupérer la connaissance découverte dans nos expériences, mais que l'ensemble des conditions du système ne nous permettaient pas de faire nôtre et d'intégrer à nos vies. Et pour cela en venir à saisir les nécessités de base pour que tous les travailleurs organisent leur pouvoir, soit:
- assurer la cohésion interne du groupe
- assurer l'interprétation des événements en cours
- aider à faire le lien entre le personnel et le collectif
- assurer une interprétation de l'organisation et de l'orientation du C.A.P.

2- Assimilation d'une méthode, comme cadre de référence:
Par des cahiers sur les classes sociales, l'Etat, les partis politiques, l'organisation de la bourgeoisie (Etat bourgeois, économie capitaliste) l'organisation des travailleurs (dictature du prolétariat, socialisme...) les militants doivent en venir à penser d'une façon autonome et liée directement à la libération de la classe des travailleurs. Le contenu de leur pensée et de leur manière de pensée doit converger en ce sens. C'est en fait, se donner les moyens, de façon systématique, pour changer réellement notre mentalité bourgeoise.

3- Analyse - recherche - action -
En venir, en plus de la cohésion de groupe et d'une forme de pensée nouvelle, à être capable de faire des recherches sur le terrain de nos luttes

d'analyser les conditions économiques, politiques et sociales du moment et imaginer des stratégies précises. On pourrait résumer cette 3ième étape en disant: participer à l'avant-garde du développement de la lutte de classes.

3- Qui forme-t-on?

A qui s'adresse cette formation politique? Evidemment on ne peut catégoriser les gens et, par la suite appliquer telle recette à tel groupe et telle pilule à tel autre. Surtout pas à partir de la dividion des intellectuels d'avec les travailleurs, celle que veut bien maintenir le système. On ne peut être restrictif non plus, c'est-à-dire choisir tel type de personne plus que d'autre. Ces conceptions bourgeoises (mécanistes, élitistes...) de la formation politique sont erronnées et négatives à long terme - l'expérience expliquée le démontre bien -; la question n'est pas de décider avec une perception empirique et extérieure aux choses, quels individus sont à former, mais de connaître l'individu qui manifeste le désir de se former politiquement et surtout ce qui l'a amené à ce désir. Savoir quelles expériences, il a vécu, ce qu'il sait: globalement évaluer ses possibilités de critique et d'analyse. Savoir où en est la personne, où elle se situe; et cela ne peut se faire qu'en groupe. Prendre l'individu où il est rendu réellement, pour qu'il puisse le plus rapidement possible adapter son rythme, ses moyens et ses intérêts au rythme et aux moyens du groupe et aux objectifs collectifs de la classe des travailleurs.

4- Qui peut être le formateur?

Tout ce travail de discernement, en premier lieu, puis d'assimilation d'une méthode ne peut se faire qu'en groupe (que ce soit un comité de travailleurs dans un quartier, dans une usine, dans un CEGEP...) et cela exige la présence de quelqu'un pour orienter, exiger des gens de la discipline, de la précision, de la méthode! Quels seraient alors les critères pour le formateur:

1) capacité d'expression assez développé, i.e. le formateur doit être une personne qui peut s'exprimer facilement, synthétiser ce qui se dit clairement et simplement.

2) qu'il ait une formation théorique la plus complète possible et un minimum d'expérience de lutte politique

Cela ne veut pas dire d'être un professionnel de la dynamique de groupe ou de l'animation..., mais plus d'avoir une position politique déterminée et une vue claire et objective de la situation.

CONCLUSION:

Ces dernières 4 exigences sont actuellement mises en pratique, à l'intérieur des comités existants. Une prochaine évaluation sera faite dans quelques mois et l'on pourra alors communiquer le positif et le négatif qui en est ressorti.

Un militant du CAP
St-Jacques.

POUR UNE POLITIQUE RADICALE A LA BASE

NECESSITE D'UNE AUTOCRITIQUE EN PROFONDEUR:

La grande majorité des militants, travailleurs ou étudiants, ont acquis "certaines" compétences au cours des dernières années, au sein des groupes dits populaires (comités de citoyens, comités d'action politique, etc...). Collage de timbres, pliage de journaux, organisation de conférences de presse, pyramide de téléphones... Sûrement assez de quoi affecter notre matière grise, déjà amplement émèchée par les patrons, les moyens d'information, le bourrage de crâne made in U.S.A.

Nous avons abandonné la théorie, les connaissances aux intellectuels prisonniers du ghetto universitaire, et, insconsciemment, nous avons adopté un mot d'ordre fort simple: "D'une aventure politique à l'autre". Multiplications d'expériences essoufflantes et frustrantes, autant pour les militants que pour les éléments les plus conscients de la classe ouvrière. Nous avons soulevé des questions importantes (santé, logement, éducation, transport, chômage,...), mais un peu à la manière des technocrates du pouvoir: sans se donner les moyens de les comprendre pour mieux les résoudre.

Nous avons été en quelque sorte des visiteurs au sein de la classe ouvrière: militantisme instable et incohérent, mobilisation illusoire sans élévation sensible des niveaux de conscience, mots d'ordre sans contenu, sans alternative globale de vie et de développement, sans stratégie offensive et audacieuse.

Les erreurs répétées, la crise d'octobre, le congrès du FRAP, la dégradation accélérée de la situation économique et sociale, le besoin urgent d'une alternative réelle aux besoins et aspirations de la classe ouvrière, autant d'éléments qui nous poussent à une autocritique en profondeur. Il ne s'agit plus d'évoluer lentement, mais de faire bondir à un autre niveau notre pratique politique.

Déjà plusieurs militants, mais non pas l'ensemble, du FRAP ou d'ailleurs ont commencé cette autocritique. Déjà des résultats positifs se font sentir: réorientation du FRAP, début de formation politique intensive, début d'organisation à la base, etc...

Les pages qui suivent reflètent des éléments de ce cheminement, certains éléments, pas tous. Il nous faut ensemble les préciser à travers nos expériences de lutte et nos connaissances théoriques.

I. LE TRAVAIL A LA BASE OU LA PENETRATION REELLE DES CENTRES DE VIES SOCIALES:

La démocratie et sa basse-cour.

Pour l'ensemble des travailleurs, la démocratie actuelle a toujours été et est vécue comme une farce bien souvent tragique. Les libertés civiles, constitutionnelles, plient l'échine devant les pouvoirs de l'argent, dès que ces derniers se sentent le moindrement menacés. Lorsqu'un travailleur franchit le seuil de l'entreprise, même ces libertés d'occasion disparaissent. Travaille et tais toi, consomme et tais toi. Entre temps: accidents de travail, fermetures d'usines, etc... Une oligarchie de technocrates et de possédants décident de tout: pour quoi produire, pour quoi et comment travailler, pour quoi et comment vivre. Cette oligarchie court-circuite le dernier vestige de la démocratie de dindon: l'assemblée élue, c'est-à-dire le Parlement. A voir les députés péquistes piailler sans cesse pour rattrapper des miettes de pouvoir, on s'aperçoit vite de l'inconscience des mouvements qui s'obstinent à agir exclusivement sur le plan électoral et parlementaire.

Qui décident et contrôlent les investissements, les fermetures d'usines, les subventions à l'entreprise privée, etc...? Sûrement pas notre conseiller municipal ou notre député. Ils n'ont pas les informations nécessaires, ni les relations, ni le pouvoir. Réunions de hauts fonctionnaires et des big boss du capital financier et bancaire et de l'industrie (cf. voyages de Bourassa à New-York), voilà les hauts lieux de pouvoir, non pas la basse-cour qu'est la chambre basse ou l'Assemblée nationale.

De la basse-cour au statu quo

Pour les mouvements et partis qui s'obstinent à vouloir s'installer dans cette basse-cour, ils acceptent ce statu quo et ses conséquences politiques. Ils considèrent les travailleurs comme une clientèle à laquelle il faut vendre un produit à grands renforts de publicité. Le pouvoir frôle les masses (une fois par quatre ans, avec des Brink's et des Marchand-Drapeau et encore...), exige d'elles une déléguation totale des décisions à des professionnels du pouvoir. Les bonnes âmes s'inquiètent après de la dépolitisation des masses: sans remonter aux sources (le paternalisme bureaucratique, au gouvernement, comme au sein de TOUS les partis). De tels modes de lutte pour le pouvoir entraînent nécessairement des formes de pouvoir autoritaire, planant au dessus des masses, de leurs conditions de vie concrète. Parlant au nom des masses, les partis actuels nient l'existence concrète, vivante de ces masses. La farce se continue: au parlement, au sein des partis (party d'huitres, de bière, de sucre d'érable du P.Q. mais inexistence de comités d'usines, de quartier...).

Quant à nous, c'est encore la confusion...

Plusieurs militants affirment leur dédain pour les méthodes électorales et parlementaires et optent pour un travail à la base (comités de citoyens, comités d'action politique, Association de locataires, coopératives de toutes sortes). Pourtant le FRAP s'est lancé dans la campagne électorale municipale, et ce sans organisation et assise populaire réelle ("boostage" de plusieurs CAP pour des raisons essentiellement électoralistes). Les grandes dénonciations publicitaires (conférences de presse régulières) continuent à être considérées par plusieurs comme un instrument de sensibilisation majeure. Nous aussi, la plupart du temps, nous frôlons les masses. Souvent pour soulever des questions (logement, transports, chômage) majeures sans se donner les moyens théoriques et l'organisation aptes à expliquer ces questions, à élever les consciences, à mobiliser les gens, à créer des bases d'auto-organisation affrontant le système actuel et non composant avec lui.

Grandes lignes d'un travail à la base

"Il s'agit de faire sortir la lutte politique des ornières du parlementarisme et de l'électoralisme, en le rapprochant des lieux où les individus travaillent et vivent rassemblés, où ils peuvent avoir une prise directe sur leur condition, où naissent leurs besoins et leurs conflits avec la société existante, où ils vivent l'exigence d'une libération et d'un pouvoir collectif incompatibles avec les structures présentes de l'Etat" (André Gorz, Réforme et Révolution).

La volonté de militer à la base provient d'une constation essentielle: la volonté de changement révolutionnaire des masses ne tombe pas du ciel, ne s'alimente pas avant tout de propagande politique ni de démonstration scientifique: elle se construit dans et par la lutte. Lutte qui crée, élargit le champ des possibles, rend nécessaire, non pas uniquement souhaité confusément, un changement radical. La femme et l'homme s'engageront politiquement grâce au travail des militants qui transcriront en termes politiques leur expérience directe et fragmentaire. Et pour faire adéquatement cette transcription, l'organiser, la faire évoluer, le militant doit nécessairement s'insérer de façon directe au sein de cette expérience fragmentaire, et non planer au dessus par des visites de temps en temps (comme les dames visiteuses) lorsque l'exploitation devient superficiellement trop évidente (campagne contre le chômage, contre l'autoroute est-ouest).

II. TRAVAIL A LA BASE ET TYPES DE REVENDICATIONS:

La plupart du temps nous frôlons les masses parce qu'aussi, en même temps, nous frôlons le pourquoi et le comment de l'exploitation des masses.

Revendications sur les effets

En faisant le bilan de nos offensives (comités de citoyens et FRAP), il devient évident que nous nous attaquons prioritairement aux EFFETS immédiatement intolérables du système capitaliste (fermeture d'usines, santé, logement, misère,...). Bien rarement insistons-nous sur les rapports de production (les relations que les gens entretiennent entre eux lorsqu'ils travaillent, produisent) les rapports sociaux, qui eux fondent l'exploitation et la domination.

Auto-épuisement de nos revendications.

Le contenu de nos revendications s'épuisent vite. Isolées les unes des autres, elles permettent au système de conserver son pouvoir final de décision, de freiner le mécontentement populaire par une distribution de miettes (exemple: la rénovation urbaine) qui mystifient les gens manipulés par l'information tronquée. Bien rarement nous donnons-nous les moyens théoriques, stratégiques, d'organisation, de contester non pas la part de richesse accordée au consommateur salarié (la politique d'addition de miettes...) mais le modèle même de développement capitaliste, les rapports sociaux qu'il implique, la misère et le gaspillage qu'il crée, la dictature qui le soutend. Le programme électoral du FRAP en est un exemple frappant. Pas de mobilisation réelle en période électorale (faussement appelée "période chaude" par les leaders du FRAP), pas de possibilité de construire des contre-pouvoirs qui seraient des épines dans la logique capitaliste.

En fait c'est par le contenu de nos revendications et les méthodes de lutte préconisées qui font qu'une revendication s'inscrit dans une perspective de rupture révolutionnaire ou non.

Exemple: la crise du logement à Montréal.

Le problème du logement à Montréal est une expression frappante de la détérioration croissante de la condition ouvrière (malgré une hausse relative, faible d'ailleurs des salaires). Est-ce une faille temporaire et secondaire dans le mode de développement capitaliste au sein d'un grand ensemble urbain comme Montréal, ou bien est-ce le reflet d'une irrationalité flagrante de la logique interne même de ce développement? Les objectifs et les modes de lutte sont liés directement à cette question. Posons l'hypothèse (d'ailleurs maintes fois prouvée) que le logement est une nécessité sociale de base, donc devant être accessible à tous, sans distinction de pouvoir ou de revenus. Or la logique capitaliste nie complètement cette donnée fondamentale (discrimination sociale, destruction et gaspillage du patrimoine immobilier, le logement étant considéré comme une simple marchandise soumis aux impératifs du profit maximum). La classe ouvrière dans son ensemble paie les frais de cette exploitation.

Serait-il alors illusoirement réformiste de revendiquer 10,000 logements par an? A ce stade-ci, il est impossible de répondre. Il faut préciser le contenu et les modes de lutte:

a) le contenu: il s'agit ici de remettre en question les mécanismes de l'exploitation (possession privée du sol, des instruments de production, du logement comme tel). Non pas inscrire notre revendication au sein de la rationalité capitaliste (cadre restrictif sans portée politique réelle) mais déterminer le contenu de notre revendication en fonction de ce qui doit être (donc la possibilité d'atteindre l'objectif dépend des moyens politiques et économiques envisagés). La revendication doit supposer aussi une modification des rapports de force en faveur des travailleurs (conquête d'une puissance, d'un contre-pouvoir qui ouvrent des brèches dans la structure de pouvoir capitaliste):

- expropriation à coût minimal (émission d'obligations) des détenteurs (spéculateurs) des terrains à bâtir
- considérer la construction comme un service public socialisé (contrariant ainsi un secteur important d'accumulation capitaliste)
- construction selon des critères d'optimum social et humain (grandeur, environnement...)

Il faudrait aussi faire voir clairement les limites structurelles de cette réforme en l'associant à une alternative socialiste globale (autre stimulant pour assurer la continuité de la lutte).

b) mode de lutte:

Une revendication octroyée à froid par la technocratie d'Etat ne fait que perpétuer la subordination de la classe ouvrière et empêche une mobilisation réelle qui fasse élever le niveau de conscience de classe. Ce sont des revendications qu'il faut IMPOSER et CONTROLER (cf. André Gorz, Réforme et Révolution), i.e. implique une mobilisation organisée et orientée des masses dans un affrontement de classe. Donc poser la question à chaud en visant les structures selon une rationalité de lutte socialiste. Enfin assurer par l'autogestion des logements construits des centres de contre-pouvoirs limitant les pouvoirs de l'Etat et du Capital et faisant voir en pratique et les limites de cette réforme et la nécessité de son prolongement (autres secteurs de la vie active...) et dépassement (instauration par tous les moyens de la société socialiste).

Autre exemple: lutte pour la reconnaissance syndicale.

Nombreuses sont les batailles (cf. comité d'action politique Ste-Anne) pour la reconnaissance légale du syndicat dans l'entreprise. Sont-ce des batailles proprement politiques? Oui si, avant de se battre pour le syndicat, on lui demande ce qu'il a l'intention de faire réellement quant aux problèmes immédiats (conditions de travail, salaires, organisation du travail, démocratie ouvrière...) et spécifiques (autonomie syndicale, luttes pour un contrôle ouvrier, lien entre les revendications économiques et la contestation politique de la gestion de l'entreprise de la condition ouvrière. Pourquoi se battre pour le syndicat quand ce dernier nous demande d'être

renforcé d'abord pour pouvoir agir ensuite? Il faut se demander si nous sommes prêts à engager une bataille sur un objectif de liberté formelle, abstraite (qui stimule l'intégration et la bureaucratisation du syndicat) ou bien sur un objectif de libération (contestation active du mode de gestion et de développement capitaliste.)

En conclusion nos revendications devraient impliquer:

1) une contestation radicale du rapport de force;

2) une mobilisation à chaud des éléments concernés;

3) la création de contre-pouvoirs effectifs.

L'expérience acquise ainsi par les travailleurs concernés peut accentuer leur conscience de classe, élargir le champ des possibles et faire voir la nécessité d'un dépassement, d'un affrontement continuel contre les pouvoirs de l'Etat et du Capital, vers leur élimination radicale.

S'en tenir à des revendications générales (exemple: plus de logements à coût modique, des centres culturels...) de consommation et de loisir, c'est oublier que le capitalisme avancé (comme à Montréal) peut se permettre de tels investissements si la conjoncture économique lui est favorable (surplus de capital financier, capacité de production inemployée...). Si le rapport de force (essentiellement un rapport de production) n'est pas contesté, nous nous enlisons encore dans une subordination croissante face au capital et à l'Etat (source de profits, gestion bureaucratique, etc...).

III. ACTION A LA BASE: PRIORITE AUX LIEUX DE TRAVAIL

De "Produis et tais-tois" à "consomme et tais-toi"

La classe ouvrière consomme ce qu'elle produit. Or elle n'a pas un mot à dire sur la gestion des entreprises, donc du "pour quoi, pour qui, comment produire". Le capital impose sa dictature d'abord sur les lieux de travail, pour mieux l'imposer au niveau de toute la société. "Travaille et tais toi" crée "consomme et tais toi".

C'est ainsi que les capitalistes ont besoin d'une main-d'oeuvre en bonne santé, de plus en plus qualifiée, mais ils refusent d'en payer les frais. C'est le travailleur-consommateur-payeur de taxe qui défraie les coûts de sa subordination. L'Etat subvient aux besoins pressants des industries (subventions aux industries déficitaires) mais très peu à ceux des masses (crise du logement, pas de médecine préventive, détérioration de l'environnement causée par l'industrie privée,

pénurie d'équipements scolaires et culturels,...) La condition ouvrière se dégrade au sein d'un système de production qui gaspille de plus en plus (coûts de publicité exorbitants, gadgets de toutes sortes,...)

Confisquer une partie des profits des capitalistes (par les taxes) ne donnerait pas grand chose. C'est à la politique de gestion capitaliste (finalité et organisation de la production, du progrès techniques, ce dernier étant utilisé non pas pour aboutir à un mieux-être humain mais à multiplier les sources de profits) qu'il faut s'attaquer, contre cette organisation du gaspillage et de la rareté simultanés.

Si nous ne voulons pas nous limiter à des dénonciations générales au niveau de la consommation, à des additions superficielles de miettes octroyées par les bureaucrates d'Etat qui les reprennent aussitôt dans les poches du contribuable, il faut alors s'attaquer à la source même de l'exploitation, i.e. les lieux de travail, leur contrôle, leur organisation.

Priorité de la lutte sur les lieux de travail

Comme le fait André Gorz dans "Réforme et Révolution", il est indispensable de situer le point de départ du mouvement ouvrier au niveau des lieux de travail, de production, et ce pour les raisons suivantes:

1) c'est là que les travailleurs vivent la dictature du capital et leur subordination sociale;

2) c'est là que le capital domine les masses pour mieux les dominer dans la société entière;

3) c'est surtout là que les travailleurs existent groupés comme une force collective, capable d'une action directe et quotidienne;

4) c'est dans le prolongement d'actions et de revendications à court terme sur les lieux de travail que peut surgir l'exigence et la possibilité d'une libération (ce qui implique une réorientation radicale du syndicalisme actuel).

Les luttes menées sur les lieux de travail doivent aussi suivre les grandes lignes des revendications tel qu'exposées précédemment (cf. crise du logement à Montréal): mobilisation forte (chaude) des travailleurs à la base par le biais d'organismes autonomes (comités d'action), syndicats, ces derniers devant reconquérir leur autonomie pour accentuer le militantisme à la base), sur des objectifs nettement anti-capitalistes (encore ici: rétrécir le champ de dictature du capital par un contrôle ouvrier sans cesse élargi sur l'organisation du travail

Il faudra revenir dans des articles ultérieurs sur la stratégie de lutte au sein des milieux de travail. Nous ne brossons ici que les grandes lignes, à préciser et à vérifier par la pratique et la théorie (les deux étant à construire au Québec).

Les lieux de travail: coeur du système d'exploitation

C'est au niveau des lieux de travail que se situent les contradictions fondamentales du capitalisme, i.e. c'est là que les masses vivent à fond l'exploitation:

- insécurité de l'emploi et chômage;
- dictature du capital: les fameux "droits de l'homme" disparaissent dès que le travailleur franchit le seuil de l'entreprise. Il n'a pas un mot à dire sur les décisions concernant les politiques de gestion (pour quoi, pour qui, comment produire), seulement sur certains effets (revendications salariales, salaire minimum, congés, etc...)
- le capitalisme demande aux travailleurs d'être de plus en plus qualifiés, pourtant il les limite dans des tâches abrutissantes et subordonnées etc, etc...

C'es contradictions sont VECUES quotidiennement par les travailleurs. Le mécontentement existe en profondeur, mais perçu individuellement et de façon immédiate, sans transcription politique, SANS CONSCIENCE D'UN AUTRE POSSIBLE. Aux travaux abrutissants s'ajoute la consommation abrutissante.

C'est aux militants à la base de vivre cette exploitation, de s'allier aux luttes, EN FAISANT CLAIREMENT VOIR UN AUTRE POSSIBLE, i.e. à partir des situations vécues, des luttes vécues, d'élever les niveaux de conscience, les niveaux des luttes, d'où émergera la nécessité et la possibilité de la révolution et du socialisme (non pas comme un rêve mais comme une réalité nécessaire pour vivre de façon radicalement différente).

Les lieux de travail sont un terrain privilégié pour un apprentissage, et pour le militant et pour tous les travailleurs impliqués de près et de loin à ces luttes:

- organisation ouvrière (comité d'usine, cellule d'entreprise, etc...) VS organisation du capital;
- base réelle de politisation: mise à nu des mécanismes fondamentaux de l'exploitation et découverte progressive dans la lutte d'une alternative particulière (gestion de l'entreprise) et globale (gestion de la société);

- importance stratégique: encadrement politique de secteurs-clé de la production, d'où capacité de riposte à une offensive du capital;

- préfiguration du modèle socialiste: luttes axées sur le contrôle ouvrier au niveau de l'organisation du travail (ce qui implique une contestation en profondeur de tout le mode de gestion capitaliste), dont le prolongement post-révolutionnaire serait l'autogestion ouvrière, pour contrer dès maintenant la domination bureaucratique de l'Etat, du syndicat, des partis.

Lutter contre l'exploitation sur les lieux de travail, c'est aussi lutter contre les fins en vue desquelles le travail est exploité. Alors les luttes relatives à la consommation prennent un aspect réellement politique, i.e. contestation de masse du modèle de développement capitaliste et de sa civilisation.

Il s'agit de se donner les moyens de notre programme (encore bien confus à l'heure actuelle), sinon nous continuons à frôler et à mystifier les masses, à nous lancer "d'une aventure à l'autre".

De l'activisme à une conscience de classe

Il est évident que ces quelques pages exigent une critique et un approfondissement. Nous pouvons le faire en débattant ces sujets entre militants, en critiquant nos expériences passées et en passant au crible nos projets actuels. Trop souvent nous avons répété les mêmes erreurs, et ce pour une raison fondamentale: notre refus obstiné à concilier théorie et pratique, dans un perpétuel dépassement. Nous avions une peur morbide de devenir "intellectuels" et bien souvent nous sommes tombés dans l'activisme. Nous sommes en quelque sorte des "voyeurs de problèmes" (logement, transport, chômage...), des voyeurs sensibles à l'exploitation de la classe ouvrière, avec un besoin pressant de se noyer dans l'action.

Non pas se donner bonne conscience de militants, mais acquérir au sein des luttes à la base une conscience de classe.

Non pas se laisser manipuler par l'idéologie de nos exploiteurs qui réprime et censure nos besoins et aspirations nés dans les faits de la vie quotidienne, mais dépasser le refus immédiat et ses limites empiriques par un refus conscient et méthodique. Sinon nous prenons nos voeux pour des réalités et il devient impossible pour le militant de faire le lien entre la révolte primitive et la volonté consciente de changer la société.

un militant du Comité d'action politique
Saint-Jacques (F.R.A.P.).